



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 18 MAI 2022

MONUSCO

LOI ELECTORALE

Les Nations Unies en RDC suivent avec le plus grand intérêt les derniers développements liés au processus électoral. Pour la MONUSCO, ce suivi s'aligne sur la demande du Conseil de Sécurité des Nations Unies de faciliter la conduite de processus politiques inclusifs et apaisés.

La révision de la Loi électorale représente l'une des dernières opportunités de renforcer les mécanismes de transparence et de redevabilité susceptibles de garantir des élections de qualité et de restaurer, au moins en partie, la confiance entre les parties prenantes. A ce titre, la Mission salue les efforts du Président de l'Assemblée nationale, Christophe Mbosso, tendant à favoriser l'inclusivité de la révision de la Loi électorale.

Les Nations Unies regrettent que l'opposition conditionne sa participation aux travaux à la réouverture d'une décision déjà actée par les institutions du pays ; de même, elles regrettent les tensions politiques et sécuritaires que ces désaccords suscitent et rappellent la nécessité d'observer un maintien de l'ordre respectueux des droits et libertés fondamentaux.

Les Nations Unies regrettent également que, le 12 mai, en plénière, les députés de la majorité se soient prononcés contre la publication des résultats par bureaux de vote ou encore contre des propositions qui garantiraient la présence des femmes sur les listes de candidats.

Adopter une Loi électorale garantissant la transparence et l'inclusivité des élections – à tous les niveaux et toutes les étapes – pour réduire les tensions politiques, institutionnelles et pré-électorales et faciliter la préparation des scrutins de 2023, est essentiel et nous encourageons toutes les parties prenantes à faire preuve de flexibilité concernant les moyens d'atteindre ces objectifs.

La MONUSCO reste disposée à soutenir toute initiative constructive et inclusive allant dans le sens de l'unité et de la cohésion nationale.

ITURI

La Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo, Bintou Keita, a rencontré ce lundi le Gouverneur de l'Ituri, Johnny N'Kashama Luboya, en visite à Kinshasa. Ils ont évoqué la situation dans la province, touchée par la double menace des ADF et des CODECO, et du soutien de la MONUSCO à l'armée, notamment par des opérations conjointes et un renforcement de la sécurité autour des sites de déplacés.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Concernant les manifestations de ce weekend à Mambasa, la MONUSCO tient à faire la clarification suivante : elle ne s'est pas retirée du territoire et continue ses opérations contre les ADF. Les Casques bleus conduisent actuellement des patrouilles de longue portée dans la zone, et souhaitent installer de manière temporaire une petite base, un point d'ancrage, à Mambasa.

Compte tenu des manifestations organisées contre cette décision, dans un souci d'apaisement, cette petite base temporaire n'a pas été installée à Mambasa. La MONUSCO continuera d'échanger avec les autorités locales, la société civile et la population afin d'expliquer son travail, dissiper d'éventuels malentendus et contrer la désinformation utilisée par certains pour faire perdurer l'instabilité dans ces zones.

Toujours en Ituri, huit blessés dont certains dans un état grave ont été évacués par la MONUSCO lundi 9 mai de Mungwalu à Bunia. Il s'agit de rescapés de l'attaque meurtrière survenue dimanche 8 mai au camp Blankete situé dans un site minier de Massisi dans le territoire de Djugu à 92 km de Bunia, attaque attribuée aux miliciens du groupe armé de la CODECO.

Par ailleurs, 23 agents - dont quatre femmes, deux policiers et neuf FARDC de la prison centrale de Bunia - bénéficient depuis mardi 10 mai 2022 et pour deux semaines d'une formation organisée par la MONUSCO sur l'usage de la force en milieu carcéral, la réglementation et le renseignement pénitentiaires et les techniques de combat et de self-défense. Pour l'Unité pénitentiaire de la MONUSCO à Bunia qui a initié cette formation qui entre dans le cadre du Programme de renforcement des capacités professionnelles du personnel pénitentiaire de la RDC, celle-ci a pour but de renforcer les capacités opérationnelles de ces agents qui gèrent au quotidien des détenus.

Dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles de la Police nationale congolaise (PNC), un exercice conjoint Unité de Police constituée sénégalaise/Police civile MONUSCO – PNC a eu lieu le lundi 9 mai 2022 à l'école de Police de Bunia. Il a porté sur les Gestes et Techniques Professionnelles d'intervention (GTPI). L'exercice proprement dit a porté sur les techniques de palpation de sécurité et menottage d'individus.

Le programme de promotion scolaire de la paix organisé par l'ONG AEJI (Association pour l'Encadrement des Jeunes en Ituri), en collaboration avec la MONUSCO s'est clôturé le dimanche 15 mai 2022 à Bunia. Il s'agit d'une initiative dont l'objectif était de promouvoir la paix et la cohabitation pacifique entre les communautés et qui consistait à organiser chaque dimanche des sensibilisations de jeunes et élèves encadrés par leurs parents à la culture de la paix, cohabitation pacifique et tolérance mutuelle. Au cours de ces séances qui regroupaient en moyenne 3 500 participants, il était question d'apprendre à ces jeunes à aimer le pays, à respecter son voisin, à accepter la contradiction, mais aussi à se familiariser avec le mandat de la MONUSCO. Des danses traditionnelles des différentes communautés de l'Ituri étaient également au programme de ces sensibilisations qui se tenaient à l'Espace Vert EPO Ville à Bunia.

La MONUSCO et le réseau communautaire de mécanismes de rapportage des plaintes des cas d'exploitation et d'abus sexuels (CBCN) ont organisé ce mardi 17 mai une sensibilisation des élèves de cinq écoles du Quartier Bankoko à Bunia à la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies. C'est dans le cadre de la campagne mondiale des Nations Unies appelée "**Honouring our values**" qui vise la prévention contre l'exploitation et les abus sexuels (EAS ou SEA de son acronyme anglais). L'activité s'est déroulée dans la cour de l'Ecole Andisoma à 3 km du

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

centre de Bunia. Un endroit dont le choix se justifie par sa proximité d'avec un camp militaire qui héberge plusieurs contingents de casques bleus de la MONUSCO. Pour les organisateurs, cette sensibilisation vise à éveiller la conscience de ces jeunes enfants, à prévenir ce fléau et surtout, à savoir le dénoncer s'ils en sont témoins ou victimes.

NORD-KIVU

En matière de stabilisation du 10 au 12 mai 2022, la section des Affaires civiles dans le cadre du programme de gouvernance participative de la sécurité, a organisé conjointement avec les partenaires du Nord-Kivu, notamment le Conseiller du Gouverneur, l'Inspection de la Territoriale et l'administrateur territorial de Masisi, une session de renforcement des capacités de 3 jours au centre de Masisi pour les membres du Comité Locaux de sécurité de Proximité (CLSP) du secteur Osso Banyungu. La session a réuni 30 participants dont 14 femmes en présence des autorités administratives, le chef de secteur, les chefs coutumiers, la PNC, les FARDC, les acteurs de la société civile, les femmes et les leaders des jeunes.

Le 12 mai, la section des Affaires Civiles a aussi animé une session d'échange avec la participation de huit membres du Comité local de protection (PLC), dont deux femmes, et le nouveau commandant des FARDC du 3416e Régiment à Kitshanga, à 28 km au nord-est de Masisi, dans le but de renforcer la collaboration et le partage d'informations.

Le 14 mai 2022, l'équipe d'UNPOL Spécialisée sur les violences basées sur le Genre s'est rendue à Sake afin de rencontrer le commandant du Commissariat de Sake et l'Officier de police judiciaire de l'escadron de la protection de l'enfant et prévention des violences sexuelles. Cette visite visait à évaluer les besoins en matière de soutien, la structure n'ayant aucune salle pour recevoir les victimes des violences sexuelles et procéder à la prise d'audition. L'équipe a discuté des défis auxquels les OPJ font face ainsi que du manque de formation des enquêteurs. L'équipe a aussi encouragé la PNC à collaborer avec les divers organismes de femmes et procéder à des sensibilisations auprès de la population.

Le 14 mai 2022, dans le cadre de la commémoration de la 5ème Journée Internationale du Vivre Ensemble en Paix à Goma, la section de la Protection de l'enfant a présenté une session sur le mécanisme de suivi et de signalement sur six violations graves des droits de l'enfant pendant les conflits armés, ainsi que le rôle des jeunes et des femmes dans la prévention du recrutement d'enfants et d'autres violations graves. La session a réuni un total de 27 participants dont 7 femmes, représentant des organisations locales travaillant sur la protection de l'enfance et des autorités locales, ainsi que des associations d'étudiants, de jeunes et de femmes.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

SITUATION MILITAIRE

(Lu par Amadou Ba, chargé de l'Information publique de la MONUSCO/ Goma)

Au cours des deux dernières semaines, la Force de la MONUSCO a continué à mener des missions opérationnelles, des travaux de génie et des reconnaissances aériennes visant à renforcer la protection des civils. La plupart des actions de la Force sont toujours axées sur l'application et le soutien du mandat, la protection des civils, le soutien aux institutions de la RDC, en particulier les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) pour lutter contre toute menace contre la population.

En outre, la Force continue de coopérer avec les autorités locales et autres parties prenantes pour escorter les convois civils le long des différentes routes.

Par conséquent, la Force continue de répondre vigoureusement à toutes menaces et violations pouvant nuire à la population. Cette posture demeure essentielle pour assurer la protection des civils, éviter les pertes en vies et permettre aux populations de vaquer à leurs activités socio-économiques quotidiennes.

Le lundi 16 mai 2022, à Kinshasa, le Commandant de la Force, le Général de Corps d'Armée Marcos A. da Costa, a rencontré le Chef d'Etat Major des FARDC, le Général Célestin Mbala au Quartier Général des FARDC pour coordonner les opérations conjointes des deux forces. La réunion visait à synchroniser et à renforcer les opérations des forces conjointes sur la protection des civils en RDC.

À Béni et à Bunia, les forces de la MONUSCO ont réduit la menace de violence dans toute la zone d'opération. La présence des casques bleus a assuré la protection et la stabilité locales au moyen d'un contrôle de zone permanent et robuste, d'un engagement contre les groupes armés et d'un soutien constant aux forces de sécurité locales. Les Forces à Beni et Bunia ont engagé les groupes armés, repoussant fermement leurs attaques, en particulier contre les personnes déplacées.

Par exemple, le 9 mai dernier, une section de casques bleus népalais a réagi rapidement et vigoureusement à une attaque CODECO au camp de déplacés de Loda. Les milices ont rapidement battu en retraite après avoir subi de lourdes pertes. L'action rapide et opportune des Casques bleus a sauvé des vies. La Force poursuivra tous ses efforts pour soutenir et promouvoir le mandat et apporter la stabilité et la paix en RDC, notamment en intensifiant le nombre de patrouilles et d'opérations pour réduire les attaques des groupes armés.

Enfin, à noter que 26 membres de trois différents groupes armés actifs dans le Sud-Kivu se sont rendus volontairement à la MONUSCO et ont été pris en charge par nos collègues du Désarmement, Démobilisation et Réintégration au sein de la Mission.

Merci de votre attention.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

EQUIPE DE PAYS

Déclaration d'Aristide Ongone Obame, Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en RDC

La République Démocratique du Congo demeure un état fragile sur le plan alimentaire malgré ses ressources et son potentiel agricole cultivable estimé à plus de 75 millions d'hectares dont moins de 10 millions d'hectares seraient exploités.

Le rapport du 20^{ème} cycle de l'IPC en RDC révèle plus de 27 millions de personnes en phase de crise alimentaire et de moyens d'existence aigüe, soit 26% de la population analysée ayant besoin d'une action urgente. Des facteurs ci-après seraient à la base de cette situation d'insécurité alimentaire au pays :

1. Les faibles performances des productions agricoles, dues à la mauvaise répartition des pluies, aux maladies et ravageurs des cultures ou à un accès limité aux semences sont, dans la majorité des territoires analysés, les principaux facteurs limitant la sécurité alimentaire des ménages ;
2. Les épizooties qui privent les ménages d'une source de revenus alternative ;
3. Le délabrement des infrastructures et voies de communication, qui limitent l'entrée ou la sortie des denrées dans les zones ;
4. Les conflits armés et communautaires empêchent les ménages d'accéder à leurs champs et entraînent le pillage des récoltes ;
5. L'activisme de ces groupes et les conflits provoquent des mouvements de population obligeant les ménages à laisser derrière eux leurs moyens d'existence ;
6. La pandémie à Covid-19 et ses restrictions (état d'urgence sanitaire), les activités des ménages n'ont pas pleinement repris, en particulier dans les zones dépendantes des activités transfrontalières (Equateur, Nord Kivu, Ituri, Lualaba, Kasai) : les moyens d'existence et le pouvoir d'achat des ménages se trouvent limités en particulier dans les zones rurales dans un contexte de prix élevés des denrées de base limitant la capacité des ménages à accéder à l'alimentation. A cela s'ajoute, une faible consommation des aliments diversifiés.

Impact de la crise russo-ukrainienne

La Fédération de Russie et l'Ukraine sont les deux principaux fournisseurs de blé, de maïs, d'orge, d'huile comestible, de carburant et d'engrais sur les marchés mondiaux. Les principaux risques pour les pays en crise alimentaire découlent de leur dépendance aux importations de produits alimentaires et d'intrants agricoles.

Au début du mois d'avril 2022, la situation économique en RDC était relativement stable malgré les risques d'un impact futur de la crise ukrainienne, notamment en ce qui concerne la hausse des prix du gaz et du pétrole brut ainsi que de certains aliments de base. L'inflation hebdomadaire est passée de 0,33 % à 0,34 % au cours de

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

la dernière semaine de mars¹, et les prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux n'ont que légèrement augmenté, notamment à Kinshasa².

Le prix du pétrole a atteint un pic de 123 USD/baril à la mi-mars et se situe actuellement à 94 USD/baril³. D'autres matières premières comme le cuivre, le cobalt et le zinc ont poursuivi leur tendance à la hausse. Cela pourrait être avantageux pour la RDC, qui est un producteur de ces matières premières.⁴

Les céréales représentent la plus grande part des produits alimentaires importés, suivies du sucre, des fruits et légumes et du poisson.

Alors que près de 70 % de toutes les importations de blé en RDC proviennent de la Fédération de Russie et de l'Ukraine (voir figure 3), il convient de noter que le blé représente un pourcentage relativement faible des aliments de base consommés en RDC. La consommation alimentaire se compose principalement de manioc, suivi d'autres racines et tubercules, de céréales, de légumes, d'oléagineux et de fruits.

Néanmoins, le blé est un aliment de base important, en particulier pour les ménages urbains⁵ et les consommateurs se plaignent de la forte augmentation du prix du pain. Notamment, le *Mouvement national des consommateurs lésés* (MNCL) a déploré que à Kinshasa le prix du pain de mie soit récemment passé de 500 à 750 CDF, et s'est inquiété du fait que les salaires restent les mêmes.

Le conflit ukrainien n'a pas seulement un impact sur les prix, il crée également des complications supplémentaires pour les opérations logistiques mondiales. Selon la UNCTAD⁶, les coûts de certaines sections du transport maritime par conteneurs ont massivement augmenté à la mi-mars. Pour un pays comme la RDC qui connaît déjà d'importants problèmes d'approvisionnement, cela peut avoir un impact important sur la disponibilité de différents produits importés. Des preuves anecdotiques en provenance de Kinshasa font déjà état de certains problèmes d'approvisionnement en pétrole brut et en gaz. La rareté du carburant dans certaines provinces du pays a provoqué la hausse de prix du transport à la course de 500 FC à 1000 FC voire plus.

Réponses et Initiative de la FAO

Systèmes alimentaires : En 2021, la FAO a appuyé l'évaluation des systèmes alimentaires en RDC. Cette évaluation est une très bonne base pour développer des systèmes alimentaires locaux inclusifs, équitables et résilients devant permettre de valoriser au mieux la production locale.

Dans le cadre de son initiative « Un pays un produit prioritaire » la FAO va appuyer le développement de la filière manioc qui offre d'importantes possibilités en termes d'alimentation, de création d'emplois et de revenus.

¹ BCC. 2022. Note d'information hebdomadaire. Numéro 3.5/2022, semaine du 25 mars au 1 avril 2022. Conjointure économique en bref. Il est possible que cela doive être mis à jour. La BCC a émis d'autres billets depuis lors.

² Chiffres préparés par l'*Institut National de Statistique* (INS).

³ Le pétrole brut WTI sur www.marketwatch.com (consulté le 12 avril 2022).

⁴ Congo Challenge. 2022. Evolution de la situation économique et politique en République démocratique du Congo. Numéro 58, Février 2022 et Numéro 59, Mars 2022 ; BCC. 2022 Numéro 3.5.

⁵ FIDA 2022 : Impact de la guerre Russie-Ukraine sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique occidentale et centrale.

⁶ UNCTAD. L'impact sur le commerce et le développement de la guerre en Ukraine. Évaluation rapide 2022

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Dans le cadre de son initiative Main dans la Main, la FAO va accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de politiques publiques en vue du développement rural et agricole. Nous pouvons noter des initiatives importantes du Gouvernement notamment le PNDA et le PDL-145T.

UNICEF.

Le nombre d'enfants souffrant d'émaciation sévère était déjà en hausse avant que la guerre en Ukraine ne menace de plonger le monde dans une crise alimentaire encore plus profonde – et la situation est en train de s'aggraver, avertit l'UNICEF dans un nouveau rapport *SOS Enfants*.

D'après les projections, le prix des [aliments thérapeutiques prêts à l'emploi](#) devrait enregistrer jusqu'à 16 % d'augmentation au cours des six prochains mois en raison de l'envolée du coût des matières premières. Une situation qui risque de priver jusqu'à 600 000 enfants supplémentaires de ce traitement vital, compte tenu des niveaux de financement actuels. Les coûts d'expédition et de distribution, également élevés, ne devraient pas non plus baisser.

La situation sur l'émaciation en République démocratique du Congo (RDC) demeure préoccupante depuis les dernières décennies. La RDC est un des dix pays qui représentent 60 % de la charge mondiale de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans. La prévalence nationale de l'émaciation a significativement diminué passant de 16 % en 2001 à 6,5 % en 2018 avec 2,0 % pour la forme sévère. Cette diminution est due aux activités multisectorielles (nutrition, WASH, sécurité alimentaire, santé) coordonnées par le PRONANUT et les partenaires. Les provinces d'Ituri (6,1 %) et du Nord-Ubangi (6,1 %) ont les prévalences de l'émaciation sévère les plus élevées. En 2022, on estime à 2,8 millions le nombre de personnes souffrant de malnutrition aiguë globale, dont 1,2 million d'enfants de moins de cinq ans (HRP, 2022).

La RDC a adopté les Objectifs de développement durable qui ont intégré les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé visant à réduire la proportion d'enfants souffrant d'émaciation à <5% d'ici 2025 et <3% d'ici 2030. La couverture annuelle du traitement des enfants souffrant d'émaciation sévère est en moyenne de 30 % depuis 2016 et la couverture géographique est de 27 % en 2021.

En raison des difficultés de ressources inhérentes à l'approche standard de prise en charge de la malnutrition aiguë, de nombreuses organisations dont l'UNICEF, en collaboration avec le Gouvernement de la RDC, expérimentent des protocoles alternatifs simplifiés de la prise en charge de la malnutrition aiguë telles que recommandées par le niveau global. Ces approches simplifiées permettraient de traiter plus d'enfants malnutris aigus dans un contexte de ressources limitées tout en améliorant la performance et l'efficacité du programme. De ce fait, le PRONANUT a opté pour la mise en œuvre de l'approche simplifiée de traitement de la malnutrition aiguë avec 4 adaptations. Cette nouvelle approche va permettre de lever la barrière de la distance et rapprocher les soins des populations dans le besoin. Dans les zones très pauvres, des transferts monétaires inconditionnels ont été mis en place pour renforcer la résilience des familles et réduire les rechutes après traitement des enfants malnutris.

La RDC fait partie des pays retenus au niveau global pour faire partir de l'Initiative « Global Action Plan on Child Wasting » (GAP Wasting), initiée par le Secrétariat Général des Nations Unies impliquant et 5 agences (UNICEF, FAO, PAM, OMS et UNHCR). L'initiative intègre les interventions des systèmes de santé,

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

alimentaire, d'eau d'hygiène et d'assainissement et de protection sociale pour accélérer la réduction de l'émaciation.

PNUD

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vient de nommer la diva de la chanson africaine, Barbara Kanam, « *Ambassadrice nationale de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le Développement pour la Promotion des Actions Climatiques en RDC* ».

Par cette nomination, Barbara Kanam s'engage à assurer la sensibilisation et le plaidoyer à tous les niveaux pour la prise en compte des actions de lutte contre le changement climatique en général et le changement des comportements en matière d'utilisation de bois de chauffe. Ce titre lui est accordé pour une durée initiale de deux ans.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06